

## FRANCE-MONDE

REPORTAGE Trois mois après les inondations qui ont fait 25 morts, les victimes se sentent abandonnées de tous

## La détresse des oubliés du Var

DENIS MASLIAH  
(ENVOYÉ SPÉCIAL)

Le soir du 8 septembre dernier, un terrible orage s'est abattu sur la région de Draguignan. Dans les quartiers les plus proches de la Nartuby et dans les villages dévastés par la grande crue du 15 juin, les gens ont attendu l'arrivée d'une nouvelle vague dévastatrice pendant que, sortis des ténèbres, leur parvenaient les messages d'alerte crachés par les mégaphones des voitures de police.

## Regardés "de travers"

Par bonheur, il ne s'est rien passé ce 8 septembre. Mais cet épisode illustre combien l'angoisse des sinistrés du Var est palpable trois mois après la catastrophe : "Quand il pleut, un grand silence s'installe et tout le monde guette un nouveau tsunami", murmure Patrick Challet, qui a perdu sa maison, balayée par une vague de dix mètres dans le village de Tardieu. "Au moindre orage, ma femme se met à sangloter, c'est plus fort qu'elle", raconte Giovanni Cerulo. En ce mois de septembre, rien n'est oublié, tout reste à faire. L'urgence, pour les naufragés du Var, c'est parvenir à faire face. D'abord au choc psychologique et à ses

séquences. À la dévastation matérielle ensuite. Se reconstruire et reconstruire. Patrick Challet a passé deux mois sous traitement : "Ma vie est clairement divisée en deux périodes : l'avant et l'après 15 juin".

De Draguignan à Saint-Aygulf, -situé sur l'embouchure du fleuve Argens qui a tout dévasté sur son passage- les témoignages des particuliers sinistrés composent un leitmotiv révélateur d'un sentiment profond et unanime : ils se sentent abandonnés, oubliés. Par les assurances qui, après avoir débloquent les premières aides d'urgence sous forme d'avances de quelques centaines d'euros, tardent à expertiser les dégâts : "Non seulement nous avons tout perdu ; mais en plus, nous devons faire la preuve de notre honnêteté ! En clair, les experts nous regardent de travers comme si nous étions suspects ! C'est une forme de double peine", s'indigne Makabrou Khemissi, l'un des fondateurs de l'ADS 15 (Association de défense et d'accompagnement des sinistrés du 15 juin). "Mon voisin s'est noyé et j'ai secouru sa femme à l'aube : elle avait passé la nuit sur l'évier" dit-il encore... Pour Makabrou, l'après-catastrophe ressemble à un deuil : "Les premiers jours, tout le monde vient vous aider et vous recon-



Le 16 septembre, trois mois après la catastrophe : débris et amas de végétaux encombrant encore la Nartuby en amont de Draguignan. Le DL

forter. Ensuite, vous vous retrouvez seul avec vos problèmes"... Des problèmes matériels : "Je n'avais plus rien. J'ai voulu par exemple retirer de l'argent. Mais mon agence bancaire avait été inondée"... Selon M. Khemissi, 90 % des particuliers adhérents de l'association (environ 200 personnes) n'ont toujours pas été indemnisés par leur assurance.

## Les sinistrés veulent comprendre

Trois mois après la catastrophe, le lit de la Nartuby ressemble toujours à un gigantesque chantier abandonné : d'énormes embâcles formés par des matériaux divers - troncs d'arbres, rochers, boue, - encombrant le lit de la rivière malgré les travaux de purge. En aval, les riverains de l'Argens dénoncent l'absence de nettoyage du fleuve. Pour les associations de sinistrés, ces travaux doivent pourtant être menés d'urgence pour éviter un nouveau drame. Car on sait aujourd'hui que la catastrophe de Draguignan a été en partie causée par un énorme "bouchon" : une falaise située en amont de la ville s'est effondrée dans la rivière, provoquant une retenue qui a cédé subitement. Philippe Chesneau, conseiller régional d'Europe Ecologie, explique que la tragédie était déjà écrite dans le PPRI (Plan de pré-

vention des risques d'inondation) de Draguignan, datant de 2005 : "Le plan annonçait que les bâtiments tels que la clinique, le Sdis (Service départemental d'incendie et de secours) et la prison seraient touchés ! C'est ce qui s'est produit"... Selon l'élu écologiste et la prison seraient touchés ! C'est ce qui s'est produit"... Selon l'élu écologiste et la prison seraient touchés ! C'est ce qui s'est produit"... Selon l'élu écologiste et la prison seraient touchés ! C'est ce qui s'est produit"...

## L'absence d'alerte

"On pourra dire et faire ce que l'on voudra, mais il est tombé 400 litres d'eau au mètre carré ! Que voulez-vous faire contre cela ? Des bassins de rétention ? Cela n'aurait pas suffi. Quant au ruissellement, il n'aurait pas pu être canalisé

dans ces conditions", rétorque Olivier Audibert-Troin, premier adjoint au maire de Draguignan.

Partout, de Draguignan à la mer, les sinistrés déplorent l'absence d'alerte la nuit du drame. Dans la plaine de l'Argens notamment, la crue a surpris tout le monde vers 2 heures du matin. Un sinistré résume les questions qui taraudent les habitants de Saint-Aygulf : "Pourquoi, alors que Draguignan était dévasté en fin d'après-midi, n'avons-nous pas été prévenu ? Pourquoi a-t-on laissé les gens se noyer ? Pourquoi la justice n'a-t-elle toujours ouvert aucune enquête alors que dans l'Ouest, après Xynthia, le parquet a diligencé très rapidement des investigations. Nous voulons savoir, non pas pour punir, mais pour que cela ne se reproduise plus".

D.M.

## Polémique à Draguignan

Trois mois après, l'opposition dracénoise attaque l'équipe en place : "La priorité des autorités a été de donner un coup de balai dans les rues, de replanter les fleurs dans les bacs et de donner toutes les apparences d'un retour à la normale. En réalité, les gens ont dû partir des quartiers sinistrés, les maisons et les appartements pourrissent de l'intérieur et de nombreuses personnes se retrouvent sans

ressources parce qu'elles doivent payer leurs traites et faire face à deux loyers. Il fallait donner des gages aux touristes : les sinistrés ont été sacrifiés sur l'autel de la saison d'été", dénonce Jacqueline Pozzana, élue d'opposition. Accusations balayées d'un revers de main par le premier adjoint au maire (UMP) et président de la communauté d'agglomération dracénoise, Olivier Audibert-Troin : "Nous

avons mis à disposition des logements sociaux pour les particuliers sinistrés, la quasi-totalité des voiries a été refaite et nous avons prêté des locaux aux sociétés sinistrées. Dans la Dracénoie, 90 % des entreprises concernées par la catastrophe ont repris leur activité ! Le problème est plutôt venu des experts qui, comme tout le monde, ont pris leurs vacances en août !"

D.M.

## Véronique, gérante de camping : "Nous sommes dans l'impasse"



Véronique : "Les médias parlent d'indemnités importantes versées aux sinistrés. Nous, nous n'avons reçu que l'aide d'urgence" Le DL

Dans la nuit du 15 au 16 juin, les rêves de bonheur de Véronique et Christophe Bouche-rit se sont transformés en cauchemar. Venu de la Sarthe il y a deux ans, le couple a acheté le camping de la Barque, situé en bordure de l'Argens, à Saint-Aygulf. Après avoir été hébergés pendant près de deux mois, ils habitent un mobile home. "Le 16 juin, de l'eau jusqu'à la poitrine, nous sommes arrivés à nous réfugier vers 4 heures sur le toit du camping de l'Etoile d'Argens avec des centaines d'autres personnes. Sur le chemin, nous avons sauvé deux vieilles dames prisonnières d'une Twingo. Il leur restait 10 cm d'air pour respirer et

elles ne pouvaient pas ouvrir les portières. Dans les semaines qui ont suivi la catastrophe, nous avons tout fait pour ouvrir, mais la commission de sécurité a estimé que le camping n'était pas aux normes et donc, nous n'avons eu aucune rentrée d'argent cet été. Aujourd'hui, nous vivons sur nos fonds propres. 35 propriétaires de mobile homes sur 70 vont revenir chez nous mais nous éprouvons les pires difficultés pour être indemnisés par les assurances pour les cinq mobile homes que nous avons achetés en mars. Aujourd'hui, nous avons le sentiment d'être dans une impasse totale".

D.M.

## Christian, producteur de fraises : "C'est fichu" !

Christian, producteur de fraises à Saint-Aygulf, a perdu ses sept serres de 500 m<sup>2</sup> chacune. "Comme l'immense majorité des agriculteurs, je n'étais pas assuré pour la perte d'exploitation" Le DL

À 50 ans, Christian Gallo, producteur de fraises dans la plaine de l'Argens à Fréjus, a perdu ses sept serres dans l'inondation. "Puisque nous sommes dans une zone inondable, j'avais décidé de faire de la culture hors-sol. Ici, nous sommes habitués aux inondations : 30, 40, 50 cm d'eau. Mais dans la nuit du 15 au 16 juin, le niveau a atteint deux mètres à certains endroits... Ma propre maison, qui est sur un point haut, a été

totale sinistrée. Comme la plupart des agriculteurs, je n'étais pas assuré sur les pertes d'exploitation. Je vais essayer de faire repartir tranquillement trois serres, mais sans réinvestir. Par bonheur, j'ai payé tous mes crédits et je travaille seul. Et mon épouse occupe un bon emploi. Il est hors de question d'emprunter de nouveau : l'agriculture est fichue ici et elle est sinistrée sur le plan national.

Je comprends les jeunes qui veulent se relancer, mais ils finissent par couler sous les dettes. C'est ce qui m'est arrivé dans le passé et je me suis dit : plus jamais ça. Aujourd'hui, la question est de savoir comment les agriculteurs du coin vont pouvoir sortir la tête de l'eau. L'un de mes collègues a 70 employés au chômage technique. Comme les autres, je prépare un dossier en vue d'une indemnisation Calamité agricole".

D.M.

## Valérie, maraîchère : "J'entends encore les cris"

Valérie Sibilli exploitait 1,5 hectare de terrain dans la plaine de l'Argens à Saint-Aygulf. Le 15 juin, à 20h, elle a compris qu'une inondation majeure était en cours. "J'ai fait un sac avec mes documents et quelques affaires et j'ai dit à mon fils de se coucher habillé. À 3h, l'eau est montée subitement et nous sommes sortis pour nous réfugier sur une butte : le niveau était d'1,60 m chez moi. Je ne comprends toujours pas pourquoi nous n'avons pas été prévenus. Un collègue voyait ses plans de melons passer devant chez lui, portés par le courant. Je ne sais pas comment j'aurais fait si des amis ne nous avaient pas hébergés. D'autres ont dû rester dans leur logement dévasté par les boues puantes... J'ai nettoyé mon mobile home et j'y habite de nouveau maintenant. J'ai touché quelques aides de première urgence, mais je vais avoir du mal à repartir car je ne



"Nous ne sommes pas grand-chose aux yeux des politiques". Le DL

vendrai rien avant cet été. Je vais peut-être percevoir le RSA... Heureusement, mon vieux tracteur a été réparé.

## "Ma vie a recommencé le 16 juin"

Cet été, nous les agriculteurs sinistrés, nous avons compris que nous n'étions pas grand-chose aux yeux des politiques : un sinistré, ça n'est pas

touristique. Alors que faire ? Ou tu pleures en te disant que ta vie s'est arrêtée le 15 juin, ou tu te dis qu'elle recommence le 16 juin. Mais trois mois après, la nuit, j'entends toujours les cris des gens qui appelaient à l'aide depuis le camping voisin. Je les entends et j'enrage de ne pouvoir rien faire, comme la nuit du drame".

D.M.

**Filpac** **CEA** **FO** **CFC** **SNJ**

**COMMUNIQUÉ DES ORGANISATIONS SYNDICALES DU DAUPHINÉ LIBÉRÉ**

Les syndicats signataires du Dauphiné Libéré s'inscrivent pleinement dans la journée d'action du 23 septembre en revendiquant la retraite à 60 ans à taux plein, la reconnaissance de la pénibilité selon des critères collectifs basés sur les risques professionnels reconnus, le financement de la retraite par l'emploi stable, la hausse des salaires et les prélèvements sur les profits patronaux et les revenus financiers des entreprises.

Conscients que l'information doit être donnée à la population, ils n'ont pas bloqué la sortie du quotidien. Cela étant, ils appellent toutes les personnes, salariées ou pas, à faire de la mobilisation unitaire du 23 septembre un barrage au projet de gouvernement et du patronat, en participant massivement aux manifestations.

Veurey le 21 septembre 2010

N98E10100

**"VIVA", L'ASSOCIATION QUI VEUT UNIR TOUS LES EFFORTS**

Louis Reymondon, chirurgien à la retraite, a fondé récemment avec des amis l'association "Vivre et rester au Val d'Argens". Environ 150 sinistrés trouvent de l'aide dans cette association, qui appelle les élus et l'État à la solidarité avec ceux qui sont dans la détresse.

**ÉLECTIONS AUX CHAMBRES DE MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DU 29 SEPTEMBRE AU 13 OCTOBRE 2010**

**Si vous étiez un [outil] voteriez-vous pour un [outil] ?**

Refuser de voter pour les listes à la solde du grand patronat est une vraie raison de voter UPA mais il y en a bien d'autres : l'UPA a montré que l'artisanat et le commerce de proximité sont porteurs d'emploi et créateurs d'emplois. Avec vous, l'UPA doit se battre pour convaincre le monde de l'éducation d'orienter les jeunes vers nos métiers. Voter UPA, c'est voter pour vous. Allez vite sur [www.upa.fr](http://www.upa.fr)

**UPA**